



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9518

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

6030^e séance – après-midi

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EXAMINE L'INCIDENT D'UN NAVIRE LIBYEN CHARGÉ D'AIDE HUMANITAIRE, REFOULÉ DEVANT GAZA PAR LA MARINE ISRAËLIENNE

À la demande de la Jamahiriya arabe libyenne, État membre du Conseil, le Conseil de sécurité qui s'est réuni cet après-midi pour examiner la question d'un navire libyen, le « Al-Marwa », stoppé lundi par la marine israélienne alors qu'il s'approchait du port de Gaza. Selon le représentant libyen, le « Al-Marwa » voulait apporter une aide humanitaire à la bande de Gaza, soumise à « un siège total » de la part d'Israël. Lors du débat qui a suivi, et auquel ont participé tous les membres du Conseil ainsi que la représentante d'Israël et l'Observateur permanent de la Palestine, les discussions ont souvent porté plus largement sur le blocage actuel de la bande de Gaza par Israël.

Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a affirmé que le bâtiment intercepté était chargé de produits humanitaires destinés à la population de la bande de Gaza, « objet, depuis plusieurs semaines, d'un siège quasi total de la part des autorités israéliennes ». Affirmant que son pays avait fait savoir qu'il acceptait une inspection du navire par les Nations Unies, il a qualifié l'action de la marine israélienne d'acte de « piraterie ».

La représentante d'Israël a estimé que l'Ambassadeur libyen avait détourné les procédures et a parlé de « triste jour » pour le Conseil. Dans le même sens, son homologue des États-Unis a affirmé qu'on assistait à une « situation très inhabituelle » dans laquelle un membre du Conseil « convoque une réunion sur une situation qu'il a provoquée lui-même ». Il a qualifié de « folie » l'initiative libyenne, ajoutant qu'il existe des procédures pour faire parvenir l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, et que la Libye avait choisi d'opérer de manière à ce qu'elle ne parvienne pas à ses destinataires.

Les représentants de l'Italie et du Royaume-Uni ont eux aussi rappelé l'existence de procédures applicables à l'acheminement de l'aide humanitaire vers Gaza, tout comme leur homologue de la Croatie, qui a ajouté que « la souffrance de la population civile ne devait pas être utilisée à d'autres fins ». Le représentant belge s'est quant à lui interrogé sur « le caractère contre-productif d'une opération politisée ».

L'Observateur permanent de Palestine, qui a remercié la Jamahiriya arabe libyenne pour « ses bonnes intentions », a ensuite attiré l'attention du Conseil sur le « siège inhumain » imposé par Israël à Gaza. Rappelant que le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et d'autres membres importants du Secrétariat avaient exposé à plusieurs reprises cette situation devant le Conseil, il a regretté que ce dernier n'ait pas pris la moindre initiative pour lutter contre les « mesures punitives injustes et illégales » imposées par Israël. Il a mis en garde contre les risques de déstabilisation engendrés par le désespoir créé par la situation humanitaire actuelle.

Le représentant de la France a estimé que l'affaire du « Al-Marwa » soulevait la question de l'accès, en particulier humanitaire, à Gaza. Il a rappelé que l'Union européenne avait à la fois condamné la reprise des violences, en particulier les tirs de roquettes contre le territoire israélien, et a déploré la fermeture par Israël des points de passage vers Gaza, qualifiée de « décision disproportionnée » conduisant « une nouvelle fois à punir collectivement l'ensemble de la population civile à Gaza ». L'aide humanitaire

doit pouvoir parvenir sans restriction à toute population dans le besoin, a-t-il insisté, se réjouissant que ce point fasse l'unanimité au sein du Conseil.

Le représentant de la Fédération de Russie a dit suivre cette affaire avec attention. Rejetant, lui aussi, le problème sur le blocus décrété par Israël auquel il a jugé indispensable de mettre un terme, il a toutefois estimé que seule une normalisation totale, et donc un accès libre à l'aide humanitaire, pouvait permettre de le résoudre. Notant que, lors de la dernière réunion du Quatuor à Charm el-Cheikh, en Égypte, Israéliens et Autorité palestinienne étaient tombés d'accord pour améliorer la situation sur le terrain, notamment sur les plans économique et humanitaire, il a rappelé qu'il ne fallait pas oublier les garanties de sécurité pour Israël. Il a donc ajouté qu'il convenait de mettre un terme aux actions terroristes contre ce pays, à commencer par les tirs de roquettes depuis la bande de Gaza, sans que les préoccupations sécuritaires d'Israël ne puissent se faire au détriment du bien-être de la population palestinienne.

Dans sa relation de l'incident, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne avait précisé que sa délégation avait préparé un communiqué de presse et souhaité qu'un consensus puisse être dégagé au sein du Conseil sur cette question. La représentante du Royaume-Uni, après avoir constaté que le Conseil avait entendu deux versions très différentes de l'incident, a estimé que, faute d'autres informations, il serait très difficile, pour le Conseil, de s'entendre sur une déclaration ou autre action.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. GIADALLA A.ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne) a expliqué les raisons pour lesquelles sa délégation avait demandé cette réunion du Conseil. Il a rappelé que, lundi, un navire libyen, le « Al-Marwa », chargé de « biens humanitaires » était en route vers Gaza, « objet, depuis plusieurs semaines, d'un siège quasi total de la part des autorités israéliennes ». Le bateau, a-t-il expliqué, a été intercepté par des navires israéliens qui ont saisi la cargaison avant de lui intimer de repartir, « sous menace de destruction ». Le représentant a donc demandé au Conseil d'agir pour autoriser de toute urgence le navire libyen à entrer dans le port et décharger sa cargaison. Dans une première lettre, a-t-il ajouté, son pays déclarait accepter une inspection du navire par les Nations Unies. Mais, « face à la menace des armes », le navire libyen n'a pas eu d'autres possibilités que de s'éloigner, dans une « direction imposée » par les bateaux israéliens, a ajouté le représentant.

Le représentant de la Libye a qualifié l'action israélienne de « piraterie » affirmant que le navire se trouvait déjà au-delà de 200 miles des côtes mardi matin alors que les bateaux de guerre israéliens l'obligeaient encore à s'éloigner dans une direction précise et sous la menace de leurs armes. Rappelant que, durant les derniers mois, le Conseil de sécurité a adopté toute une série de décisions relatives à la piraterie, il lui a demandé d'agir afin de faire respecter par Israël le droit international humanitaire et le droit de la mer, et de tenir Israël responsable d'une « violation délibérée du principe de libre navigation en haute mer ». Il a ajouté que sa délégation avait préparé un communiqué de presse et a souhaité qu'un consensus se dégage au sein du Conseil sur cette question.

Mme GABRIELLA SHALEV (Israël) a évoqué un « triste jour » pour le Conseil de sécurité, reprochant à un « État membre d'avoir abusivement profité de sa présence et des procédures du Conseil de sécurité pour imposer un sujet à sa convenance ». Or, « être membre du Conseil de sécurité représente une responsabilité sérieuse et solennelle que la Jamahiriya arabe libyenne ignore », a dit la représentante. Lorsque des étudiants israéliens ont été assassinés à Jérusalem en mars dernier par un terroriste palestinien, c'est la Libye qui s'est opposée à la volonté unanime des membres du Conseil de condamner l'attentat. Quatorze membres du Conseil ont compris leur responsabilité, mais pas la Libye, a-t-elle poursuivi.

Depuis son élection au Conseil, la Libye a empêché toute initiative allant à l'encontre de ses priorités politiques étroites, a-t-elle poursuivi. « Elle a même refusé de participer à des réunions organisées par la Mission israélienne sur différents sujets relevant des travaux du Conseil de sécurité ». « Ces

exemples constituent une démonstration claire que la Libye ne comprend pas son rôle au sein de ce Conseil, ses obligations et ses responsabilités », a-t-elle souligné, dénonçant un abus de procédure.

Si la Libye était vraiment intéressée par la paix et la sécurité au Moyen-Orient, a-t-elle poursuivi, elle aurait dû condamner le Hamas lorsqu'il a pris brutalement le contrôle de la bande de Gaza dans un coup de force violent contre l'Autorité palestinienne modérée. Elle aurait dû condamner les tirs de roquettes contre le territoire israélien. Elle aurait dû condamner l'Iran et la Syrie qui recrutent et entraînent des terroristes. « Mais, la Libye n'en a rien fait », a-t-elle estimé.

Il n'y a qu'en soutenant les modérés dans la région et en condamnant les extrémistes que l'on pourra parvenir à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient, mais la Libye fait exactement l'inverse, a-t-elle ajouté. En fait, la Libye n'a pas apporté de contribution constructive pour soutenir le processus de paix bilatéral entre Israël et les Palestiniens, a accusé la représentante. En outre, la Libye ne reconnaît pas l'État d'Israël et utilise un vocabulaire hérité du passé, a-t-elle remarqué, en relevant que la Libye appelait Israël « entité sioniste ». Si vous êtes désireux d'aider réellement la population de la bande de Gaza, vous pouvez utiliser les mécanismes existants, coordonnés par la communauté internationale, a-t-elle conclu, en s'adressant au représentant libyen.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a décrit les « conditions économiques et sociales misérables des Palestiniens, qui vivent une situation humanitaire grave et un effondrement de leur société » à la suite de ce qu'il a qualifié de « siège total » de Gaza opéré par Israël. Il a regretté que le navire libyen, qui transportait une aide humanitaire, n'ait pas pu la faire parvenir à bon port du fait de l'opposition de la puissance occupante israélienne. Il a exprimé sa reconnaissance à la Libye pour ses efforts et ses bonnes intentions.

L'Observateur permanent a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur le siège inhumain imposé par Israël, en violation du droit international et du droit international humanitaire à Gaza, et a rappelé que le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et d'autres membres importants du Secrétariat avaient exposé à plusieurs reprises cette situation devant le Conseil. Il a donc regretté que le Conseil n'ait pas pris la moindre initiative pour lutter contre les « mesures punitives injustes » et « illégales » imposées par Israël dans la bande de Gaza, accusant Israël de violation de la Quatrième Convention de Genève. Ce siège israélien a transformé la bande de Gaza en prison à ciel ouvert, a affirmé l'Observateur permanent de la Palestine. Il a demandé au Conseil de réfléchir un instant aux conditions difficiles de la population de Gaza, qui sont dues aux activités illicites de la puissance occupante, et il a dressé un tableau de ces conditions. Il a mis en garde contre les risques de déstabilisation engendrés par le désespoir créé par la situation humanitaire actuelle.

M. Mansour a rappelé que la direction palestinienne s'était engagée dans le processus de paix, mais que ce processus ne saurait être utilisé comme une couverture par la puissance occupante israélienne alors qu'elle continue à détruire la société palestinienne. Il est donc essentiel qu'Israël soit avant toute chose obligé de lever complètement et immédiatement le siège de Gaza, a affirmé l'Observateur permanent. La communauté internationale ne peut rester à l'écart alors qu'Israël continue de violer impunément ses obligations internationales, a ajouté M. Mansour. La paix ne pourra jamais se réaliser tant qu'Israël continuera de violer le droit et d'être un partenaire de mauvaise foi du processus de paix, a ajouté l'Observateur permanent.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a noté que l'on faisait face à une situation très inhabituelle à savoir, un membre du Conseil qui convoque une réunion sur une situation qu'il a provoqué lui-même. Étant donné la sensibilité internationale accrue concernant les questions maritimes, quel pays n'aurait pas réagi comme Israël l'a fait, s'est interrogé le représentant. Malheureusement, la Charte des Nations Unies n'a pas de disposition pour traiter de la folie des États, a-t-il commenté. La réunion ne concerne pas la situation humanitaire à Gaza. Il existe des procédures pour faire parvenir l'aide humanitaire dans ce territoire et il semble que la Libye ait choisi de le faire de manière à ce qu'elle ne parvienne pas à ses destinataires, a tranché le représentant.

Il a rappelé que l'aide jordanienne parvenait sans problème dans la bande de Gaza et que des agences de l'ONU sont particulièrement chargées de ces tâches. La propagande semble être la principale motivation de cet acte irresponsable, a jugé le représentant. Après que les navires israéliens l'ont repoussé, le navire libyen est revenu à la charge le lendemain, ce qui a contraint les Israéliens à l'escorter dans les eaux internationales. Il est donc absurde de qualifier cette réaction d'acte de piraterie. Alors qu'il faisait face au pavillon d'un pays hostile, Israël n'a pas ouvert le feu, a rappelé le représentant. Les Nations Unies ont lancé un appel pour 600 millions de dollars en faveur de Gaza et nous appelons les États Membres à y répondre, a poursuivi le représentant, avant de conclure: la vérité est que la bande de Gaza a été subjuguée par une organisation terroriste, le Hamas, et qu'aucune solution ne sera possible tant que cette situation perdurera.

Mme KAREN PIERCE (Royaume-Uni) a déclaré avoir entendu deux versions très différentes de l'incident et a noté que faute d'autres informations, il serait très difficile pour le Conseil de s'entendre sur une déclaration ou autre. Il est évident qu'il doit y avoir un libre passage humanitaire vers Gaza, a déclaré la représentante, qui a rappelé qu'Israël devait y veiller. Toutefois, la situation autour de Gaza est exceptionnelle et, dans de telles circonstances, il est indispensable que l'acheminement de l'aide humanitaire se fasse d'une certaine façon, par exemple via les Nations Unies ou la Ligue des États arabes. Cela peut être frustrant et gênant, mais pour aider la population de Gaza, ce sont ces voies qu'il faut utiliser, a insisté la représentante. Elle a ajouté que son pays a répondu à l'appel en faveur de Gaza, notamment financièrement. Elle a en outre estimé que la définition de la piraterie ne saurait s'appliquer à la situation présente, le navire libyen ayant été intercepté par un bâtiment appartenant à un État.

M. KONSTANTIN K. DOLGOV (Fédération de Russie) a dit suivre cette affaire avec attention. Le problème est dû au blocus décrété par Israël et il est indispensable qu'il y soit mis un terme. Même si la situation s'est quelque peu améliorée, seule une normalisation totale, et donc un accès libre à l'aide à l'humanitaire peut permettre de résoudre la question, a estimé le représentant. Il a attiré l'attention sur le fait que lors de la dernière réunion du Quatuor à Charm el-Cheikh, les deux parties étaient tombées d'accord pour améliorer la situation sur le terrain, notamment sur les plans économiques et humanitaires. Il ne faut pas oublier dans ce cadre les garanties de sécurité pour Israël, a-t-il ajouté. Il convient donc de mettre un terme aux actions terroristes contre ce pays, à commencer par les tirs de roquettes. Les préoccupations sécuritaires d'Israël ne doivent toutefois pas se faire au détriment du bien-être de la population palestinienne, a-t-il tempéré.

M. JAN GRAULS (Belgique) a rappelé que le principe essentiel du respect du droit international humanitaire exige que les acteurs fassent preuve de responsabilité. Concernant l'incident lui-même, les informations actuelles rassurent sur la retenue des différents acteurs mais ne permettent pas de se faire une opinion, a-t-il estimé. En tout état de cause et dans l'intérêt de la population de Gaza elle-même, on peut s'interroger sur le caractère contre-productif d'une opération politisée, a-t-il dit.

Le représentant a ensuite appelé les autorités israéliennes à assumer leurs responsabilités et à lever le blocus humanitaire ainsi que les restrictions imposées au passage des médias et des diplomates. Il a en même temps condamné toutes les attaques menées depuis Gaza contre le territoire israélien. Se réjouissant de l'accalmie actuelle, il a jugé urgent que celle-ci fasse place à une « normalité humanitaire, sécuritaire et économique ». Il a demandé au Hamas d'accepter le retour de la bande de Gaza sous la seule autorité légitime du Président Abbas.

M. DUMISANI KUMALO (Afrique du Sud) a souligné que son pays regrettait que la cargaison humanitaire n'ait pas pu parvenir à la population de la bande de Gaza, territoire pleinement palestinien. La cause à la base de ces difficultés est l'occupation illégale de la Palestine par Israël, a-t-il ajouté. Il a prié le Conseil d'appeler Israël à mettre fin à son blocus et à cesser toute activité de colonisation. Tant que la paix n'aura pas été établie entre la Palestine et Israël, rien ne sera possible, a-t-il constaté. Il a rappelé la réunion d'Annapolis lors de laquelle les deux parties ont exprimé leur désir de mettre fin à leur conflit en permettant à deux États de vivre pacifiquement côte à côte. Nous en sommes à une étape critique du processus d'Annapolis, a-t-il ajouté, constatant que la situation sur le terrain ne s'était guère améliorée depuis un an. La situation d'Israël ne peut être assurée tant que les victimes de ce conflit ne se verront pas assurer un accès à l'aide humanitaire, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a estimé que l'incident qui a provoqué cette réunion permet d'évoquer la dégradation de la situation humanitaire à Gaza. Il a qualifié de « frustrante » la situation créée par les blocus israéliens qui empêchent de faire parvenir en quantité suffisante l'aide humanitaire à la population de la bande de Gaza. Il a estimé que les pratiques israéliennes contribuent à la détérioration de la situation et a vu dans les actions israéliennes une « réponse disproportionnée » aux agissements d'un petit nombre de personnes. Mais il a aussi mis en cause l'inaction du Conseil de sécurité face à la situation dans la région, avant de demander au Hamas de tenir compte des besoins de la population, et à Israël de prendre des mesures permettant d'évoluer vers la normalisation.

M. JEAN-PIERRE LACROIX (France) a estimé que la question posée soulevait la question de l'accès, en particulier humanitaire, à Gaza. Rappelant la position défendue récemment par la Présidence de l'Union européenne, il a souligné que cette dernière avait condamné la reprise des violences, en particulier les tirs de roquettes contre le territoire israélien. La Présidence de l'Union a toutefois déploré la décision prise par le Gouvernement israélien de fermer les points de passage vers Gaza. Cette décision disproportionnée conduit une nouvelle fois à punir collectivement l'ensemble de la population civile à Gaza qui vit une situation humanitaire très préoccupante. La Présidence de l'Union européenne a donc appelé instamment à la réouverture des points de passage et à la reprise immédiate des livraisons, a ajouté M. Lacroix.

L'aide humanitaire doit pouvoir parvenir sans restrictions à toute population dans le besoin, a-t-il insisté, se réjouissant que ce point fasse l'unanimité au sein du Conseil. Celui-ci a un rôle à jouer dans la situation israélo-palestinienne et l'ensemble de la question humanitaire. Le représentant a rappelé que le Quatuor devait se réunir ce mois-ci et que le 18 décembre, un débat public devait faire le point de la situation au Moyen-Orient. « Il me semble que nous pourrions nous appuyer sur ces deux échéances pour explorer la possibilité d'une réaction du Conseil », a-t-il conclu.

M. ALFREDO SUESCUM (Panama) s'est dit préoccupé de la situation créée du fait que le Gouvernement israélien refuse de lever son blocus illégal de la bande de Gaza. Il a demandé à Israël de lever ce blocus.

M. LA YIFAN (Chine) a regretté que l'approvisionnement de la bande de Gaza en aide humanitaire soit de nouveau bloqué par le siège d'Israël. Cela ne fait qu'exacerber la colère de la population palestinienne et sape les chances d'un règlement pacifique, a-t-il affirmé, avant de se prononcer contre la « punition collective » imposée par Israël à Gaza.

M. BUI THE GIANG (Viet Nam) s'est dit profondément préoccupé par la situation humanitaire à Gaza. C'est sur cette toile de fond qu'il faut suivre l'incident du « Al-Marwa », a-t-il affirmé. Il a demandé une nouvelle fois à Israël de respecter le droit international et le droit international humanitaire et de permettre la libre circulation de la population palestinienne. Il a demandé aux deux parties de faire en sorte de parvenir à un règlement acceptable. Il a remercié la Ligue des États arabes et l'Égypte en particulier pour ses efforts visant à faire parvenir une aide humanitaire à la population de Gaza.

M. MARTY M. NATALGAWA (Indonésie) a souligné que cet incident rappelait les souffrances et la situation humanitaire prévalant dans la bande de Gaza. Le droit humanitaire international doit être respecté, a-t-il ajouté. Les fournitures humanitaires doivent pouvoir accéder sans restriction au territoire, a-t-il dit. L'orateur a rendu hommage au travail des organismes des Nations Unies. Nous devons de toute urgence traiter de la situation humanitaire grave dans la bande de Gaza, a-t-il affirmé. Le Conseil doit avant tout encourager les parties à redoubler d'efforts pour parvenir à une solution, tout en évitant tout acte susceptible d'entraver le processus de paix, afin de créer une atmosphère favorable aux négociations. Le Conseil de sécurité doit s'exprimer d'une seule voix, a-t-il dit.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a vu dans la convocation urgente de la présente réunion un indice de l'importance de la question du Moyen-Orient en général. L'incident du « Al-Marwa » met en lumière non seulement la question de la bande de Gaza mais aussi celle de toute la région, qu'il faut traiter avec circonspection, a-t-il déclaré. Dans le cas présent, on a empêché un navire de livrer une aide

humanitaire, a constaté le représentant qui a donc invité les autorités israéliennes à lever le siège de Gaza. Le Conseil de sécurité s'est toujours inquiété de toutes les formes d'obstruction à l'accès de l'aide humanitaire, a-t-il souligné. L'incident vient aussi nous rappeler, a-t-il poursuivi, que le rôle du Conseil de sécurité et de toute la communauté internationale est d'amener les deux parties à mettre en œuvre tous les engagements qu'elles ont pris, notamment dans le cadre de la Feuille de route du Quatuor. Le représentant s'est félicité qu'en dépit de cet incident, la situation semble profiter actuellement d'un calme relatif. Il a demandé à toutes les parties de faire preuve de retenue.

M. ALDO MANTOVANI (Italie) a dit que la question essentielle était d'améliorer la vie de la population de Gaza. Nous partageons les motifs qui ont poussé les autorités libyennes à envoyer de l'aide humanitaire, a-t-il dit. Mais celle-ci doit être canalisée comme il convient. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons accepter les procédures utilisées en l'espèce alors que des institutions spécialisées travaillent en ce sens. Il s'est dit convaincu que lorsqu'elles passent par les voies établies, les livraisons humanitaires ne rencontrent pas d'obstacle de la part des autorités israéliennes.

M. NEVEN JURICA (Croatie) a déclaré partager la préoccupation générale concernant la situation humanitaire dans la bande de Gaza. Toutefois, a-t-il ajouté, la souffrance de la population civile ne doit pas être utilisée à d'autres fins. Il existe des procédures pour faire parvenir l'aide humanitaire, a-t-il rappelé, et il a engagé chacun à les suivre. On ne peut ignorer les préoccupations légitimes de sécurité d'Israël, a ajouté le représentant. En outre, la situation humanitaire à Gaza ne peut être séparée d'autres éléments, au cœur desquels se trouve l'usurpation par le Hamas de l'autorité légitime à Gaza aux dépens de l'Autorité palestinienne. Le représentant a estimé que la création de deux États permettrait de changer radicalement la situation de la sécurité dans la région.

Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a repris la parole en indiquant qu'il ne comptait pas répondre aux accusations lancées contre son pays par « un des intervenants ». Il nous a habitués aux provocations, dont l'objectif est bien connu mais qui ne répondent pas sur le fond. J'ai, a poursuivi le représentant, cru entendre le représentant américain dire que la Charte ne protégeait pas la communauté internationale contre la folie des États. L'envoi d'aide humanitaire peut-il être qualifié de folie, a demandé le représentant. Si c'est de la folie, comment qualifier alors les pratiques inhumaines dans les territoires occupés, a-t-il demandé, en supposant que le représentant des États-Unis semble ignorer la réalité sur le terrain. Il ignore, a-t-il ajouté, que le blocus empêche même l'aide fournie par les Nations Unies de parvenir à ses éventuels bénéficiaires. J'ai pensé que le Conseil devait se réunir face à une telle situation, a ajouté le représentant, en réaffirmant que l'équipage du navire libyen a été menacé par les armes et contraint de regagner la haute mer. N'est-ce pas une action grave à laquelle le Conseil doit s'intéresser, a-t-il demandé.

Le représentant des États-Unis a déclaré qu'il avait l'impression que c'est la première fois depuis 2006 que le Gouvernement libyen avait manifesté l'intention d'apporter une aide humanitaire. Quant à la folie, elle est due au fait qu'en admettant que la démarche ait vraiment été à vocation humanitaire, il est difficile d'imaginer qu'elle ait pu réussir de la manière dont elle a été menée.

* *** *